

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Affectation des terres : trouver des solutions satisfaisantes

Styve Claudel ONDO MINKO
Libreville/Gabon

Encadrer et définir l'utilisation du territoire en vue de garantir la comptabilité des activités socio-économiques, l'intégrité environnementale et l'optimisation de la gestion des ressources naturelles. Telle est la mission de la Commission nationale d'affectation des terres (CNAT) dont la 5e réunion ordinaire a eu lieu hier mercredi, à l'Agence nationale de promotion des investissements du Gabon (ANPI).

Cette réunion présidée par le ministre de l'Environnement, Pr Lee White, dont l'administration est doré-

navant en charge de l'affectation des terres, avait pour objectifs de faire le point des travaux des réunions précédentes. En plus d'examiner les rapports des commissions techniques et d'analyser les superpositions entre les permis forestiers et miniers.

Parmi les points inscrits à l'ordre du jour, la CNAT a donc procédé à l'examen du rapport de la sous-commission technique sur les demandes d'affectation des terres introduites par le ministre de l'Agriculture, Biendi Maganga Moussavou. Mais également celles faites par Gabon special economic zone (GSEZ) relativement aux plantations forestières.

Réaction de Lee White : "l'optimisation du Plan national d'affectation des terres est une mission technique sur laquelle il faut préalablement disposer d'informations géographiques et autres bases de données complètes. La Commission est là pour trouver des solutions qui satisfont toutes les parties. Le cas, par exemple, du ministère de l'Agriculture dont la requête a été approuvée."



Le Pr Lee White, ministre du Plan d'affectation des terres, président les travaux de la CNAT.

Climat : une réunion de haut niveau à Accra

MSM
Libreville/Gabon

LES fonds d'investissement pour le climat (CIF), en collaboration avec plusieurs organisations régionales d'Organisations de la société civile (OSC) et, conjointement, avec la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, organisent, du 31 octobre au 2 novembre, à Accra au Ghana une réunion de dialogue sur les politiques.

L'objectif principal de la manifestation est de promouvoir le partage des connaissances entre les représentants des OSC et des organisations de la propriété intellectuelle africains, et d'écouter leurs points de vue sur l'efficacité et la mise en pratique des enseignements du CIF.

Le CIF s'inscrit dans le cadre

d'un effort mondial visant à nouer le dialogue avec des parties prenantes de la société civile et le secteur privé, suivant des ateliers similaires qu'ils ont organisés récemment en Europe, en Asie et en Amérique du Nord. " Cet atelier vise à partager les leçons tirées des 10 années d'activité du CIF et à discuter des domaines de programme futurs, à analyser l'action climatique dans la région et à générer des idées sur le renforcement de la participation de la société civile et des acteurs du secteur privé à l'action climatique, en particulier dans la structure et les opérations de gouvernance du CIF ", a indiqué le président du Réseau des organisations de la société civile pour l'économie verte en Afrique centrale (Roscevac), Nicaise Moulombi.

Afrique centrale : comment doper la production agricole ?

LES travaux de la 12e réunion de l'équipe multidisciplinaire du bureau sous-régional de la FAO se sont ouverts mardi à Libreville sous le thème " Relever les défis de la transformation du monde rural et du développement des systèmes agro-industriels inclusifs en Afrique centrale ".

George-Maixent NTOUOUME-NDONG
Libreville/Gabon

Le ministre de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, Biendi Maganga Moussavou a ouvert, mardi 29 octobre dernier à Libreville, les travaux de la 12e réunion de l'équipe multidisciplinaire du bureau sous-régional de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), sous le thème " Relever les défis de la transformation du monde rural et du développement des systèmes agro-industriels inclusifs en Afrique centrale ".

Cette réunion, qui enregistre la participation d'une centaine d'invités des pays de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), des représentants des institutions économiques, du Bureau Afrique au Ghana et ceux du siège de Rome, vise la mise en place d'un cadre approprié d'échanges entre le Bureau sous-régional et les Bureaux-pays. Mais également l'évaluation de la mise en œuvre des cadres de programmation-pays,



Le ministre de l'Agriculture, Biendi Maganga Moussavou (centre), à l'ouverture de la rencontre.

en mettant l'accent sur les leçons apprises, les bonnes pratiques et les orientations pour le prochain biennium 2020-2021.

Au terme de cette rencontre, plusieurs résultats sont attendus, parmi lesquels les orientations pour le prochain biennium 2020-2021, établies sur la base d'une évaluation participative des cadres de programmation-Pays mettant en lumière les leçons apprises et les bonnes pratiques ; les priorités sous-régionales pour le nouveau

biennium 2020-2021 établies en mettant l'accent sur les défis, les enjeux et les interventions prioritaires ; la réforme du Système des Nations Unies et ses implications pour la FAO et la réflexion sur les stratégies et approches ainsi que sur les interventions à promouvoir dans le monde rural pour développer les systèmes agro-alimentaires inclusifs. Le coordinateur sous-régional de la FAO, Helder Muteia, a souhaité que cette 12e réunion débouche sur de fortes recommandations.